



R A P P O R T P O L I T I Q U E

présenté par le Bureau National sortant
soumis au 7ème Congrès du Parti Socialiste Unifié

°
° °

INTRODUCTION

Du printemps 69 au printemps 71, le Parti a vécu une phase historique délicate. A travers le référendum, le départ de de Gaulle provoqué par Duhamel et Giscard d'Estaing, l'élection de Pompidou et la mise en place du Cabinet Chaban-Delmas, compte-tenu de ce que signifie sa composition, la droite française a cru retrouver une issue.

Mais la situation réelle du capitalisme français et international s'est tendue, les luttes ont pris des formes nouvelles, et le Parti a commencé pour s'y adapter une très profonde transformation.

Cette transformation ne s'est cependant pas faite sans hésitations ni difficultés. Le présent rapport aborde dans une première partie l'analyse de la situation politique économique et sociale pendant la période qui sépare nos deux Congrès. Il fait dans une deuxième partie - la plus développée - le bilan de l'état actuel du Parti en cours de transformation. Il tente dans une troisième partie une analyse des difficultés et des contradictions que nous avons connues. Il essaye dans une quatrième partie de faire le point de l'influence et du rôle politique du Parti actuellement.

°
° °

1.- Le contexte politique du printemps 69 au printemps 71.

Depuis Mai 68, les rapports entre les forces sociales des pays capitalistes occidentaux sont entrés dans une nouvelle phase. L'espoir caressé par les théoriciens de la bourgeoisie libérale de parvenir peu à peu à une concertation généralisée entre groupes sociaux, faisant disparaître les traces de la lutte des classes, s'est effondré.

Il faut se demander notamment si cet échec est celui du mouvement de masse ou celui d'une certaine façon de traiter ce mouvement qui aboutit le soumettre à des débats groupusculaires et à des comportements, bureaucratiques sans rapport avec les luttes réelles ou les conflits réels.

// 2122.- Le secteur étudiant -

Le secteur étudiant du Parti a subi les contre-coups des difficultés propres au mouvement étudiant après Mai-Juin 1968. Il y a eu en effet dans le milieu écolatement entre des tendances à la fuite devant les problèmes universitaires pour aller à la classe ouvrière, ou construire le parti révolutionnaire et des tendances à la contestation anti-autoritaire culminant sur le mot d'ordre de destruction immédiate de l'université d'autre part.

Le Parti a bien vu qu'il fallait éviter ces écueils et lutter à contre-courant pour maintenir un mouvement étudiant anti-capitaliste, structuré et actif, mais il a lui-même considérablement augmenté les difficultés de l'entreprise par toute une série d'erreurs. D'abord il n'a pas assez réfléchi à la nécessité d'un travail politique prolongé en milieu étudiant pour créer un courant favorable à la perspective du mouvement de masse étudiant, même si ce thème a fait l'objet de nombreux débats. Il a trop facilement cru que les positions tenues à l'U.N.E.F. depuis 1967 et utilisées de façon positive en Mai-Juin 68, lui assuraient une position dirigeante dans le monde étudiant.

Cela explique qu'au Congrès de Marseille de l'U.N.E.F. les choix effectués aient été par trop dictés par des raisonnements tactiques et que le Parti ait sous-estimé les effets d'une rupture avec une partie de l'extrême gauche révolutionnaire (J.C.R. - Ligne Communiste). De cette façon nous nous sommes laissés entraîner à une situation où nous avions surtout à parer les coups et où nous n'avions pratiquement pas la possibilité d'avoir des initiatives de masse (sauf les luttes de médecine et la lutte sur les droit d'inscription à la rentrée 1969). On peut par ailleurs se demander si la réforme des structures de l'U.N.E.F. - (création de C.A.) n'a pas été engagée dans d'assez mauvaises conditions.

Sur le plan interne du Parti, le secteur étudiant avait beaucoup de mal à assumer tous ces problèmes. Il a en réalité subi trois crises successives et a beaucoup souffert de débats trop axés sur les questions d'organisation ou repoussant les choix. Nous avons ainsi donné l'occasion au courant réformiste (U.E.C. - U.N.E.F. Renouveau) et néo-corporatiste (A.J.S.) de se développer comme des fractions jouant à l'intérieur et à l'extérieur de l'U.N.E.F. À ce stade, nous avons réagi beaucoup trop tard et hésité devant la création d'une organisation fractionnelle pour répondre à cette menace, puis nous avons hésité à envisager la séparation politique et organisationnelle avec les réformistes. Nous avons ainsi été conduits au retrait pur et simple de l'U.N.E.F., ce qui est une défaite politique grave.

Cela met donc à l'ordre du jour un réexamen sérieux de notre stratégie universitaire. Une annexe au présent rapport, qui sera diffusée milieu Juin, permettra aux membres du Parti de prendre une meilleure connaissance des problèmes posés au secteur étudiant. //

*extrait rapport politique CN 850
Janvier 1971 Lille*